

Cela dit, il faut se préparer à adopter de nouvelles formules dont les avantages sont manifestes, car les Canadiens et leurs dirigeants doivent avoir le sentiment qu'ils disposent des moyens de réaliser leurs objectifs. Cela vaut notamment pour les droits linguistiques et dans les domaines où nous cherchons à cultiver ce sentiment d'appartenance et d'identité que nous souhaitons si vivement, peu importe combien il est difficile d'articuler ces notions avec clarté et précision.

LE PROBLEME LINGUISTIQUE

Le problème linguistique a toujours été au coeur de la question de l'unité nationale. Même si l'on peut faire droit aux nombreuses revendications en faveur du régionalisme qui tiennent à des facteurs économiques en alliant transformations structurelles et pragmatisme créateur, des millions de francophones resteraient démunis sous le rapport de la langue et de la culture. En effet, une plus grande sécurité économique amène presque invariablement un surcroît d'intérêt pour les objectifs axés sur la culture et le désir de s'identifier plus étroitement à ses origines ou à ses racines. Ainsi, bien que fédéralistes et séparatistes francophones soient en profond désaccord sur les moyens, leurs fins sont essentiellement les mêmes: épanouissement dans sa langue et dans sa culture.

Ayant rejeté l'esprit de clocher du séparatisme, les fédéralistes doivent chercher à atteindre ces objectifs dans le cadre d'une société canadienne élargie et plus diversifiée: une société de plus en plus réceptive aux accommodements, mais qui ne sait encore trop ce qu'il faut faire.

Deux sortes de mesures pourraient nous permettre de réaliser une plus grande unité nationale: celles issues des lois et des politiques gouvernementales et celles qui sont le fruit d'une attitude plus ouverte et plus généreuse de la population. Même si les deux se renforcent souvent mutuellement, les principales possibilités de transformation rapide et décisive résident dans les mesures gouvernementales grâce auxquelles, en fait, on a déjà accompli beaucoup.

Mais, à l'amélioration de l'atmosphère qui a donné naissance à ces mesures, sont venues simultanément faire contre-poids l'apparition de tensions accrues et l'élection d'un gouvernement séparatiste au Québec. Ce paradoxe n'est pas le fruit d'une coïncidence. L'explication ne réside pas non plus dans la mauvaise application de mesures comme la Loi sur les langues officielles. A n'en pas douter, des erreurs se sont produites, conséquence inévitable d'une politique à portée aussi vaste. Il ne fallait pas